

Traverse de Rivière-du-Loup–Saint-Siméon

## La vice-première ministre Geneviève Guilbault fait la démonstration que le gouvernement cache des données

**Rivière-du-Loup, le 15 avril 2025** – Après avoir déclaré il y a quelques jours que seulement « quelques personnes continuent de s’objecter » au projet de déménagement de la traverse de Rivière-du-Loup, la vice-première ministre et ministre des Transports du Québec, Geneviève Guilbault, a fait la démonstration sans équivoque, mardi, que les gens de Rivière-du-Loup se font mener en bateau par son gouvernement depuis maintenant 4 ans, 4 mois et 13 jours.

Dans une déclaration envoyée par message texte à des journalistes, elle affirme que l’option de déménager la traverse « se fera pour le tiers du prix du maintien » à Rivière-du-Loup, un scénario évalué par la Société des traversiers du Québec à 665 M\$ il y a à peine 4 mois. La ministre s’était alors présentée devant les Louperivois pour leur dire que le déménagement de la traverse se ferait pour le quart du prix du maintien, soit 170 M\$. C’est donc une subite hausse de 50 M\$ pour l’option du déménagement de la traverse de son port d’attache après 115 ans d’opération.

« Le conseil municipal continue d’exiger du gouvernement le dévoilement des études et des documents qui ont mené à la décision annoncée en décembre dernier, réitère le maire Mario Bastille. Ces propos de la vice-première ministre démontrent que le gouvernement du Québec et la Société des traversiers du Québec improvisent dans le dossier et qu’ils cachent des informations à la population. Il nous faut absolument faire la lumière sur ce scandale en devenir. Je deviens de plus en plus convaincu chaque jour qu’on nous cache des détails critiques en faisant miroiter des économies importantes pour le déménagement de la traverse, alors qu’en fin de compte, le projet que caresse Mme Guilbault pourrait s’avérer, à défaut de données pour en juger, un gouffre financier majeur, une des pires décisions prises pour notre région. »

...2





Par ailleurs, la Ville se réjouit de constater que le dossier de la traverse semble finalement assez important pour que Geneviève Guilbault daigne accorder une réponse aux multiples requêtes qui lui ont été adressées par de nombreux acteurs de la région, même si cette réponse ne contient aucune excuse. La Ville déplore par ailleurs le fait que ces explications en provenance du cabinet de la ministre n'aient pas été transmises au préalable à la mairie et que les membres du conseil municipal en prennent connaissance dans les médias, ajoutant à l'impression partagée par de plus en plus de personnes que le milieu louperivois est victime de cachoteries de la part du gouvernement.

« C'est encore une fois un manque de respect pour notre milieu, nos citoyens et nos gens d'affaires que de penser qu'un simple message texte va nous faire oublier l'intransigeance et l'amateurisme du gouvernement de la CAQ dans un dossier aussi important dans l'est de la province, ajoute le maire Bastille. Mon téléphone n'a pas sonné, je n'ai reçu aucune lettre, aucun courriel de la part de la ministre. La *job de bras* est faite par son personnel politique. »

#### **QuelquesPersonnes.com**

Lancé vendredi dernier en réaction aux propos inadmissibles tenus par la vice-première ministre, le site web [QuelquesPersonnes.com](http://QuelquesPersonnes.com) a recueilli à ce jour plus de 1 000 noms de personnes demandant au gouvernement du Québec plus de respect envers les demandes des régions, dont notamment plus de transparence envers la Ville de Rivière-du-Loup dans le dossier de la traverse.

Les plus récents propos de Geneviève Guilbault viennent appuyer la nécessité d'une telle démarche, la Ville jugeant que les citoyens de Rivière-du-Loup et de toute la région sont mal informés par le gouvernement du Québec et qu'on tente de *leur en passer une petite vite*. Toute personne souhaitant dénoncer l'attitude de la vice-première ministre et de son gouvernement à l'égard des dossiers régionaux est invitée à signer le registre en ligne. Le site web demeurera en ligne tant et aussi longtemps que le gouvernement continuera de cacher la vérité aux Louperivois.

– 30 –

Source : Pascal Tremblay, directeur  
Service des communications  
418 867-6706